



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2786
24 décembre 2021
1,20 € • DOM: 1,80€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Contre le capitalisme et tous ses défenseurs, le camp des travailleurs !



Paris, octobre 2021.

Épidémie

**Le gouvernement
cherche des
coupables**

page 3

Entreprises

**Luttes
pour
les salaires**

page 8 à 12

Chili

**Le vote à
gauche ne
suffira pas**

page 7

Leur société

- Épidémie : le gouvernement veut des boucs émissaires 3
- Véran : une crise hospitalière, où ça ? 3
- Guadeloupe : les manifestations continuent 3
- Smic : 2 000 euros minimum pour tous ! 4
- Des salaires décents, pas des aumônes ! 4
- Fonctionnaires : assez du blocage des salaires ! 4
- Accidents de travail : des mots et des morts 4
- Naufrages dans la Manche : victimes d'une politique criminelle 5
- Justice : une situation calamiteuse 5
- Calais : lamentable rodéo policier 5
- BNP : pour dix milliards de jetons de casino 5

Élection présidentielle

- Réunions publiques de Nathalie Arthaud 12
- « Le monde du travail doit être politiquement visible » 12

Dans le monde

- Grande-Bretagne : Omicron décolle, Johnson dégringole 6
- Allemagne : Alstom veut supprimer 1 300 emplois 6
- Bolloré-Aponte : l'impérialisme incarné 6
- Chili : voter à gauche ne suffira pas 7
- Europe : le virus de la désunion 7

Dans les entreprises

- Fontaine-Pajot - La Rochelle : une grève qui compte 8
- Servair - Roissy : les débrayages continuent 8
- Iveco Bus - Annonay : en lutte pour le pouvoir d'achat 8
- Arkema : la colère éclate 9
- Usine d'Arc : en lutte pour les salaires 9
- Novartis - Huingue : quatre jours de grève 9
- Keolis Daniel Meyer - Monthéry : face à la répression patronale 9
- Bus RATP Paris-Est : un coup de semonce réussi ! 10
- RATP métro ligne 13 : grève pour les conditions de travail 10
- Moulins : quatre jours de grève des bus 10
- Carrefour : « Bompard, arrête tes bobards ! » 11
- Carrefour - Échirolles : grève chez Derichebourg 11
- SNCF - TGV Sud-Est : un préavis de grève levé à très grande vitesse 12

Contre tous les politiciens de la bourgeoisie : le camp des travailleurs !

En plus de Mélenchon, de Roussel pour le PCF et de Jadot pour les écologistes, il y a maintenant trois autres candidats à la présidentielle, qui se réclament de la gauche façon PS : Hidalgo, Montebourg et Taubira. Cette dernière vient tout juste de sortir du bois et appelle à l'unité sur le mode « moi devant et tous derrière ».

L'union de la gauche n'est donc pas pour demain, et il n'y a vraiment pas à le regretter ! Rappelons-nous que tous les gouvernements de gauche ont été des serviteurs dévoués de la bourgeoisie et des ennemis ouverts des travailleurs.

Pour parvenir au pouvoir, les politiciens de gauche sont capables de jouer aux anticapitalistes, et le PCF les a souvent aidés dans cette comédie électorale. En 1981, Mitterrand avait été élu en faisant campagne sur la « rupture avec le capitalisme », formule reprise aujourd'hui par son disciple Mélenchon. En 2012, Hollande avait tenté de susciter un peu d'enthousiasme en déclarant « Mon ennemi c'est la finance ».

Comment le cinéma a-t-il fini ? Par des gouvernements Mitterrand, Jospin et Hollande qui se sont non seulement transformés en paillasons de la bourgeoisie, mais qui ont attaqué la condition ouvrière : blocage des salaires, licenciements et chômage de masse, démolition du code du travail, recul de la retraite, privatisations, cadeaux au patronat, suppressions de lits dans les hôpitaux...

Au pouvoir, la gauche a aidé le grand capital à prospérer en tapant sur les classes populaires aussi fort que la droite. Alors, si les politiciens d'extrême droite et de droite sont les ennemis ouverts du monde du travail, ceux de gauche le sont autant, l'hypocrisie en plus.

Tant que la situation économique de la bourgeoisie lui permettait d'accorder des miettes au monde du travail, la gauche pouvait entretenir le mythe d'une politique plus favorable aux exploités. Avec la crise, cette illusion a fait long feu.

Mais ces décennies d'illusions électorales ont détourné les travailleurs des luttes et de la conscience de classe. Elles les ont démoralisés et déboussolés au point de discrediter l'idéal socialiste ou communiste que ces partis prétendent encore incarner par leur nom. Elles ont conduit nombre de femmes et d'hommes des classes populaires à rejeter toute politique, quand elles n'ont pas fait le lit des démagogues d'extrême droite.

Il est vain de chercher un sauveur suprême, et il ne s'agit pas d'une question de personne. Il n'y a jamais eu de bon président de la République pour les travailleurs et il n'y en aura jamais, parce que les élections ne changent pas l'ordre social. Elles ne changent rien à l'exploitation et au fait que la classe capitaliste domine l'économie et prospère en écrasant les salaires et en aggravant les conditions de travail. Elles ne changent rien au capitalisme, où il n'y en a que pour les profits, les dividendes et les cours boursiers.

Les véritables maîtres de la société sont les Dassault, Peugeot, Bolloré, ce sont la bourgeoisie, les familles capitalistes. Les politiciens, de gauche comme de droite, visent à gérer ce système et cela les condamne tous à se transformer en larbins du grand capital et en ennemis des travailleurs.

Pour que nos intérêts de travailleurs soient défendus politiquement, il faut un parti des travailleurs qui se prépare non pas à gérer les affaires de la bourgeoisie, mais à la renverser. Il faut un parti prêt à être du côté des travailleurs et de leurs luttes, quoi qu'il en coûte au patronat. Un parti qui affirme que le sort des travailleurs et de la société n'est pas dans les urnes, mais dépend de la combativité et de la conscience de classe du monde ouvrier.

La situation exige que l'on s'affronte avec la classe capitaliste. Elle exige que l'on force le grand patronat à augmenter les salaires de 300, 400, 500 euros et à les indexer sur l'inflation. Que l'on répartisse le travail entre tous et que les travailleurs contrôlent les comptes patronaux. Aucun gouvernement n'est en mesure de le faire, mais les travailleurs, eux, peuvent l'imposer avec un mouvement puissant, s'il mobilise des millions de femmes et d'hommes.

C'est alors que l'on pourrait empêcher cette fuite en avant qui conduit au sous-développement, à la destruction de la planète, aux guerres et à la déshumanisation de toute la société.

Alors, les travailleurs n'ont pas à chercher d'homme providentiel, ils ont à reprendre confiance en leurs propres forces. C'est le sens de ma candidature à la présidentielle : affirmer la politique et les perspectives du camp des travailleurs, pour conforter toutes celles et tous ceux qui veulent changer leur sort.

Nathalie Arthaud



Épidémie : le gouvernement veut des boucs émissaires

Vendredi 17 décembre, à la suite d'une réunion d'un Conseil de défense sanitaire, le Premier ministre Castex est intervenu à la télévision pour annoncer de nouvelles mesures censées répondre à la progression de plus en plus rapide de l'épidémie avec l'arrivée du variant Omicron.

La principale mesure consiste à transformer le passe sanitaire en passe vaccinal. Un projet de loi serait soumis au Parlement début janvier. Ainsi, pour avoir accès aux bars, restaurants, cinéma, musées et à tous les lieux qui nécessitent aujourd'hui de présenter un passe sanitaire, un test négatif ne suffira plus, ce qui réduira à presque rien la vie sociale de quelque cinq millions de personnes aujourd'hui non vaccinées.

Pour justifier ce durcissement, Castex a déclaré : « Nous assumons de faire peser la contrainte sur les non-vaccinés car les services de soins

critiques et de réanimation de nos hôpitaux sont remplis, pour l'essentiel, de personnes non vaccinées. » Mais, si les hôpitaux sont ainsi débordés, c'est aussi et d'abord de la responsabilité du gouvernement ! En effet, en deux ans de crise sanitaire, il n'a mis en œuvre aucun plan de formation ni d'embauche dans les hôpitaux. C'est pourquoi il en est réduit à annoncer la hausse des tarifs des heures supplémentaires des soignants et n'envisage rien d'autre que de faire travailler encore davantage les mêmes soignants en sous-effectif.

La vaccination est en effet une arme efficace de lutte

contre l'épidémie, mais le gouvernement l'utilise avant tout comme une arme politique, tentant de se dédouaner de ses responsabilités sur les non-vaccinés. Il poursuit ainsi une opération de diversion et de division, mise en œuvre depuis l'été. « Il n'est pas admissible que le refus de quelques millions de Français de se faire vacciner mette en risque la vie de tout un pays », a déclaré Castex, qui brandit même la menace d'un passe sanitaire obligatoire pour aller travailler. Mais ce qui est véritablement inadmissible, c'est cette politique du gouvernement consistant à dresser une partie de la population contre une autre plutôt que de dégager les moyens nécessaires pour permettre au système de santé de faire face à l'épidémie.

Charles Legoda

Véran : une crise hospitalière, où ça ?

Le ministre de la Santé est satisfait. À chaque interview, Olivier Véran s'envoie des compliments. Que les hôpitaux soient plus mal en point à la cinquième vague de l'épidémie qu'à la première, après 120 000 décès, est une réalité sur laquelle il passe le plus vite possible pour ne pas avoir à s'expliquer sur cette catastrophe et ses causes.

Alors que plus de 3000 patients sont en réanimation, les directeurs d'hôpitaux réaffectent du personnel à cette priorité en piochant dans les autres services. Car inciter les soignants à faire des heures supplémentaires et suspendre des congés grâce au plan blanc ne change rien au manque permanent de personnel. Des chefs de service n'ont alors d'autre choix que de déprogrammer des opérations et des séjours prévus, laissant les malades

patienter parfois des mois avant d'être hospitalisés. Tel est le cas, par exemple, d'un patient souffrant de calculs rénaux, qui s'est vu proposer de la morphine pour soulager ses douleurs parce que son opération a été repoussée de quatre mois.

Quant au taux de fermetures de lits, le ministère de la Santé le chiffre à seulement 2% par rapport à 2019, après un « sondage ». C'est en contradiction avec le Conseil scientifique du gouvernement

qui l'a évalué à 20%, et même avec le directeur des hôpitaux parisiens, Martin Hirsch, qui parle de 13%. En fait, les 2% du ministère correspondent aux 5700 lits d'hospitalisation dont la fermeture a été programmée et exécutée depuis 2019, en pleine pandémie. Ce scandale a été doublé d'un mensonge car, lors du Ségur de la Santé, à l'été 2020, Véran avait promis l'ouverture de 4000 lits supplémentaires. Aujourd'hui, le ministère explique pudiquement que le nombre de lits « n'est pas l'objectif ».

Mais en plus de ceux dont la fermeture a été décidée en haut lieu, il y a tous les lits fermés temporairement car il n'y a pas d'infirmières ou d'aides-soignantes en nombre suffisant. Des services entiers sont ainsi mis en sommeil, comme par exemple les urgences de l'hôpital de Senlis.

Incapable de résoudre la crise hospitalière, alimentée par des décennies de restrictions budgétaires, le gouvernement en est réduit à tenter de faire illusion en jouant avec les chiffres, au mépris des nécessités de la santé publique.

Lucien Déroit

Ils n'ont qu'à se faire vacciner!



Guadeloupe : les manifestations continuent

En Guadeloupe, le collectif des organisations en lutte, LKP, UGTG, CGTG, FO UNSA, Combat ouvrier et 24 autres organisations syndicales et politiques, poursuit les actions de mobilisation.



Manifestants sur le parking du complexe commercial Carrefour-Destreland.

Il réclame toujours en premier point la levée des suspensions de contrat de travail et de salaire qui visent près de 2000 salariés de la santé et autres, suite à l'application de l'obligation vaccinale.

D'autres revendications sont aussi avancées, une trentaine en tout, notamment de l'eau potable pour tous, un plan d'embauche de masse, l'augmentation substantielle des salaires, des pensions et des minima sociaux.

Après la levée manu militari des barrages de la révolte sociale, qui ont paralysé l'île durant trois semaines à partir du 15 novembre, le collectif se fait encore entendre. Trois grands meetings ont été tenus à Pointe-à-Pitre et à Basse-Terre avec pas moins de 500 participants. Samedi 18 décembre, un millier de manifestants ont défilé dans Baie-Mahault avant d'aller occuper le parking du complexe commercial de

Destreland et l'hypermarché Carrefour. Ce haut lieu de la grande distribution dont Bernard Hayot, le plus riche Béké de la Caraïbe, est l'un des propriétaires, est le symbole de la richesse de cette caste locale allée au grand capital.

Dès l'arrivée pacifique des manifestants sur le parking, les directions du complexe commercial et de Carrefour ont fermé toutes les portes. Les gendarmes, stationnés sur le site en grand nombre, ne sont pas intervenus contre les manifestants. Et ces derniers sont repartis en défilé vers la fin de l'après midi.

De nouvelles actions de mobilisation sont prévues dans les jours qui viennent.

Après la rupture des négociations par les élus, après le refus de l'État de négocier, le collectif ne désarme pas. Mardi 21 décembre, un nouveau meeting était prévu devant le Palais de la Mutualité à Pointe-à-Pitre.

Pierre Jean-Christophe

Lisez Lutte de classe,
revue de l'Union communiste internationaliste
Au sommaire du n° 220
(décembre 2021 - janvier 2022) :

- Le 51^e Congrès de Lutte ouvrière
- Le capitalisme en crise et l'interventionnisme de l'État
- La situation internationale
- Une situation intérieure marquée par la campagne électorale
- Nos objectifs pour les deux campagnes électorales de 2022
- Discussions sur les textes d'orientation (extraits)
- Interventions de groupes invités (extraits)

Prix : 2,50 euros - Envoi contre cinq timbres à 1,28 euro.

Smic : il faut au moins 2 000 euros pour tous !

Élisabeth Borne, ministre du Travail, a annoncé que le gouvernement ne donnera pas de coup de pouce au smic. Par conséquent celui-ci n'augmentera que de 0,9 % au 1^{er} janvier, la hausse imposée par la loi en fonction de l'inflation officielle.



Le smic horaire brut passe donc de 10,48 euros à 10,57 euros et atteindra 1 603 euros brut par mois pour 35 heures hebdomadaires, soit 1 269 euros net par mois. Cette augmentation de 0,9 % est censée suivre la hausse réelle des

prix. Ce ne sont pas ces 14 euros d'augmentation qui vont soulager les travailleurs lors du passage en caisse au supermarché ou à la réception de la facture d'électricité. D'autant que beaucoup de travailleurs, employés à temps partiels, en contrats

courts ou en formation, sont loin de percevoir effectivement ce salaire minimum à la fin du mois.

Le gouvernement l'a reconnu lui-même en fixant à 2 000 euros par mois la limite pour bénéficier de l'indemnité inflation, somme en dessous de laquelle en effet on ne peut pas faire face au coût de la vie. Aucun salaire, aucune allocation, aucune pension ne devrait être inférieurs à ce montant!

Mais l'annonce de la ministre du Travail n'a pas pour but de répondre aux besoins des travailleurs. Alors que des négociations salariales sont en cours dans de nombreuses branches professionnelles, le gouvernement envoie un message au patronat, lui disant clairement qu'il veillera à ce que les salaires n'augmentent pas. Pour les travailleurs aussi, le message est clair : les augmentations de salaire, il faudra se battre pour les imposer!

Joséphine Sina

Des salaires décents, pas des aumônes !

Le versement des primes annoncées par le gouvernement, supposées faire un contre-poids à la vie chère, vient de commencer.

Le chèque énergie, qui aide 5,8 millions de ménages à revenus modestes à payer leurs factures d'énergie, avait déjà été augmenté de 100 euros au 1^{er} décembre. Bon prince, et bien sûr indépendamment de toute démagogie pré-électorale, Macron en a doublé la mise. À cela s'est ajoutée une autre prime, l'indemnité inflation, versée à toute personne dont les ressources

mensuelles n'excèdent pas 2 000 euros.

Ces primes ne combleront pas le trou occasionné par les hausses de prix, les bas salaires et le blocage des pensions, loin s'en faut. Mais tel n'est pas leur but. Du temps de *Germinal*, les bourgeois et les dames patronnesses faisaient l'aumône aux pauvres à la sortie de l'église en espérant freiner les revendications

ouvrières. De même, Macron et sa clique espèrent sans doute que l'argent versé au petit peuple du haut de l'Élysée calmera les mécontentements sans écorner les économies des grands patrons.

Les travailleurs n'ont pas besoin d'aumône, mais d'un salaire qui leur permette de vivre décemment sans avoir à remercier les patrons qui s'enrichissent de leur travail et leurs valets des sphères gouvernementales.

Marianne Lamiral



Manifestation de la fonction publique, le 22 juin 2021.

Fonctionnaires : assez du blocage des salaires !

La ministre de la Transformation et de la Fonction publiques a annoncé aux syndicats qu'il n'y aurait pas de revalorisation salariale. Elle explique que la situation économique est incertaine et que l'inflation pourrait être de courte durée.

L'incertitude débouche donc sur la certitude pour six millions d'agents des trois fonctions publiques, fonctionnaires ou contractuels, de subir une nouvelle perte de pouvoir d'achat importante.

Les salaires des fonctionnaires sont en réalité gelés depuis 2010. Les deux dernières augmentations étaient de 0,6 % en juillet 2016 et février 2017. Au 1^{er} octobre 2021, le gouvernement a dû revoir la grille des salaires pour que ceux qui sont au plus bas de l'échelle, ceux de la catégorie C selon les termes employés et les contractuels concernés, soient au moins au salaire minimum. Seule l'évolution par l'ancienneté permet à ces salariés d'avoir un salaire un peu supérieur alors qu'ils représentent 45 % du personnel des trois fonctions publiques.

Ce sont plusieurs centaines d'euros qui manquent sur chaque fiche de paye. La ministre cède quelques

mesures ciblées pour les agents qui ont les plus bas salaires et des primes pour certaines catégories de personnel afin de calmer le mécontentement. Mais une augmentation générale des salaires serait à ses yeux bien trop onéreuse.

À cette décision du gouvernement pourtant prévisible, les syndicats ne répondent pas. Seuls trois d'entre eux, la CGT, la FSU et Solidaires ont quitté la salle pour ne pas cautionner « une caricature de rendez-vous salarial ».

Pour l'instant, même ceux qui ont refusé d'être les dindons de cette farce n'annoncent pas de plan de mobilisation.

Le problème des salaires est celui de tous les travailleurs, du public comme du privé. Il ne pourra se régler que par une mobilisation d'ampleur qu'il s'agit de préparer contre le gouvernement et le patronat.

Inès Rabah

Accidents de travail : des mots et des morts

L'administration vient de publier un quatrième plan Santé au travail fixant ses objectifs pour les années 2021-2025.

Si les déclarations officielles sur une santé au travail « moderne et concrète » ne veulent rien dire, les chiffres sont hélas parlants.

En 2020 il y a eu 540 000 accidents de travail, dont 600 mortels contre 655 en 2019. Cette baisse résulte du ralentissement économique consécutif à l'épidémie.

Mais il est peu probable que l'augmentation du nombre d'accidents, constatée depuis 2013

après un bas historique cette année-là avec 618 décès, s'arrête. Le danger au travail, y compris sur le trajet pour s'y rendre, augmente avec l'exploitation, le stress, la fatigue, l'usure.

Ces sinistres statistiques sont certainement sous-évaluées car elles

ignorent les travailleurs sans-papiers, clandestins, invisibles, qui sont pourtant parmi les plus durement exploités.

Quant aux travailleurs décédés des suites du Covid en cette année 2020, soignants envoyés au front sans protection, ouvriers

sur chaîne des abattoirs et des usines, marins bloqués au bout du monde, employés de la distribution, du ménage et tant d'autres, ils relèvent d'un autre calcul.

De quoi sont-ils morts pourtant, eux aussi, si ce n'est de la course au profit?

Paul Galois

Naufrages dans la Manche : victimes d'une politique criminelle

L'association de soutien aux exilés Utopia 56 a porté plainte pour homicide involontaire et omission de porter secours contre le préfet maritime de la Manche et deux responsables des secours français et britanniques, suite au naufrage ayant causé la mort d'au moins 27 personnes fin novembre.



L'association s'appuie sur les témoignages de deux rescapés affirmant que les passagers du canot pneumatique ont tenté de téléphoner à la fois aux services de

secours français et anglais à partir de 2h30 du matin. L'un d'eux explique que la police française leur a répondu d'appeler la police anglaise, et que celle-ci les a

renvoyés à son tour vers son homologue française. Personne n'est donc venu à leur secours et c'est un bateau de pêche qui, à 14 heures, a finalement trouvé les naufragés.

Suite à la plainte, une enquête devrait avoir lieu. Ira-t-elle jusqu'à mettre en cause le préfet? Même si c'était le cas, ce qui est peu probable, les véritables responsables ne seraient pas mis en cause car ce haut fonctionnaire n'est en définitive qu'un exécutant d'une politique décidée aux plus hauts sommets de l'État.

Macron, Darmanin et tous les ministres du gouvernement ont du sang sur les mains, car ce sont eux qui, en empêchant les réfugiés de franchir les frontières et en organisant leur traque, transforment les mers en cimetières.

Thomas Baumer

Calais : lamentable rodéo policier

Une vidéo largement diffusée sur les réseaux sociaux montre des soldats en mission Vigipirate en train de multiplier des dérapages avec leur 4x4, le 19 décembre, devant un campement de migrants près de Calais.

Après un passage dans une flaque d'eau et quelques embardées de moins en moins contrôlées, le véhicule a fini par s'embarber pour de bon.

Il faut une bonne dose de bêtise et de racisme pour oser se livrer à un tel spectacle devant des hommes, des femmes et des enfants qui manquent de tout, peinent à se nourrir et grelottent chaque nuit dans des tentes de fortune. En pensant montrer leurs muscles, ces imbéciles en uniforme pensaient sans doute montrer aux migrants leur hostilité, et ne faire ainsi que leur travail ordinaire.

Cela fait des mois que des militants humanitaires de Calais et des alentours

protestent contre les lacérations de tentes des réfugiés et les vols de leurs affaires par la police. Ce sont des pratiques quotidiennes et délibérées, tout comme les démantèlements de campements. Le rodéo motorisé a eu lieu presque à l'endroit où, début novembre, des militants associatifs, des habitants et des réfugiés s'étaient opposés à la police.

La vidéo de la scène ayant largement circulé, la hiérarchie a dû réprimander ses troupes et annoncer l'ouverture d'une enquête.

Seront-ils poursuivis pour leur racisme ou pour leur comportement débile? Et pourquoi pas les deux, mon capitaine?

T. B.

Justice : une situation calamiteuse

Mercredi 15 janvier, 17 organisations syndicales ont appelé les magistrats, les fonctionnaires de la justice, les avocats à une journée de grève et de manifestation avec comme mot d'ordre « Plus de moyens pour la justice. »

Les magistrats n'ont pas le droit de grève. Pourtant, 12% d'entre eux se sont déclarés grévistes. De nombreux rassemblements ont eu lieu dans les grandes villes. Ce mouvement fait suite à une tribune publiée dans la presse, qui dénonçait les conditions de la justice après le suicide d'une jeune magistrate dans le Pas-de-Calais.

Dans nombre de juridictions, la situation est en effet infernale. Certains dossiers de divorce, de placement, de surendettement attendent

des mois voire des années avant d'être réglés. À Lorient par exemple, la justice pour enfant suit mille mineurs, et si l'un d'entre eux est placé et fait appel de la décision du juge, il devra parfois attendre deux ans pour voir son appel instruit. À Nancy, les comparutions immédiates se terminent souvent au cœur de la nuit. Il n'est pas rare qu'un accusé soit convoqué à 13 heures et jugé à 23 heures, après une journée d'audience, et parfois cela dure jusqu'à deux heures du matin. Dans ces

conditions, il est évident que les magistrats comme les greffiers ne désirent qu'une chose : en finir au plus vite avec les affaires qui restent.

Dans une société divisée en classes et pourrie d'inégalités, inévitablement, la justice n'est pas la même selon qu'on est puissant ou misérable, et elle est toujours plus dure à l'égard des travailleurs et des couches les plus pauvres de la population. Mais, dans le contexte d'une crise qui s'aggrave, elle ne peut que devenir encore plus inégalitaire. Comme toutes les administrations, l'institution judiciaire a fait les frais des politiques de réduction de moyens que dénoncent aujourd'hui les magistrats,



SARAH MEYSSONNIER REUTERS

greffiers et avocats mobilisés. Depuis des années, tous les gouvernements, toutes étiquettes confondues, ont été avant tout soucieux de consacrer l'argent public à garantir les profits et la fortune de la bourgeoisie.

Et si la conséquence est de rendre encore plus difficile la vie quotidienne du plus grand nombre, et en particulier des classes populaires, c'est bien le dernier de leurs soucis.

Aline Urbain

BNP : pour dix milliards de jetons de casino

La BNP, première banque française et dixième mondiale, s'est procuré 14,4 milliards d'euros en cash en vendant une de ses filiales aux États-Unis.

De cette somme, représentant 20% de sa valeur totale, la banque va consacrer quatre milliards à racheter ses propres actions, c'est-à-dire à arroser ses actionnaires, et le

reste à des « acquisitions ciblées dans les technologies innovantes ».

Ces opérations consistent en de purs paris spéculatifs sur de petites sociétés, dites start-up, mines

d'or ou fiascos selon le cas. Outre l'argent gagné le temps de l'illusion boursière, la BNP espère tomber sur un diamant brut, comme le furent en leurs débuts Amazon, Google ou la société à l'origine d'un vaccin contre le Covid. Ces start-up ont fait la fortune

de leurs fondateurs, certes, mais aussi des banquiers qui les avaient en portefeuille parmi des dizaines d'autres. Dans ces opérations, la banque ne finance pas plus l'innovation que le parieur n'améliore la race chevaline en faisant son tiercé.

Spéculer au casino de la Bourse, utiliser sa puissance pour gagner à tout coup, verser les bénéfices à quelques familles de grands actionnaires et ne plus faire que cela, voilà toute la science des dirigeants des grandes banques.

Paul Galois

Grande-Bretagne : Omicron décolle, Johnson dégringole

Alors que la Grande-Bretagne fait face à une nouvelle poussée de la pandémie, sous la forme d'un raz-de-marée du variant Omicron, le Premier ministre conservateur Boris Johnson vient de connaître ce que les médias considèrent comme sa « pire semaine » depuis son arrivée au 10 Downing Street en juillet 2019.

Le 20 décembre, les contaminations en Grande-Bretagne approchaient les 100 000 par jour, et les experts s'attendaient à une progression exponentielle, avec un doublement du nombre de cas tous les deux jours. Le record des

3 768 hospitalisations par jour, atteint il y a un an, sera-t-il battu ? Si oui, le système de santé britannique, déjà saturé, ne pourra pas faire face. Malmené par des décennies d'austérité et de privatisations, il souffre notamment d'un manque de

personnel qui s'est aggravé avec le Brexit et le retour de milliers de travailleurs européens dans leur pays d'origine.

Face à l'épidémie, Johnson avait fait le choix cet été d'abandonner pratiquement tout protocole sanitaire, au nom des sacro-saintes « libertés individuelles » et « liberté d'entreprendre », considérant que le taux de vaccination, supérieur alors à 70 %, suffirait à endiguer le Covid. Maintenant confronté à une vague qui semble hors de contrôle, il a dû faire une entorse à son évangile libertarien en proposant un « plan anti-Covid » qui rend obligatoires le port du masque et le passe sanitaire dans certains lieux.

Adopté le 14 décembre, ce plan n'est guère contraignant pour le patronat, tout juste incité à encourager le télétravail. Mais il l'était quand même trop aux yeux de 99 députés conservateurs sur 361, qui ont refusé de l'approuver : il n'est passé

que grâce au soutien, dit « patriotique », de l'opposition travailliste.

Johnson n'a pas volé sa chute dans les sondages. Les images de ses ministres et de lui-même passant du bon temps en mai et décembre 2020, à l'heure où ils prêchaient à la population une stricte limitation des contacts, sont choquantes. Comme sont choquantes ses dépenses individuelles diverses aux frais des contribuables, ou encore la façon dont il a tenté de couvrir la corruption de nombreux représentants ou soutiens de son parti.

Mais, si Johnson traverse une mauvaise passe, c'est d'abord du fait d'attaques venues de son propre camp. Les « révélations » récentes ont été orchestrées par des conservateurs mécontents, pour les uns de ses compromis avec Bruxelles dans sa gestion de la question nord-irlandaise, pour les autres (ou pour les mêmes) du caractère antilibéral de

ses mesures anti-Covid. La démission de David Frost, vieil allié chargé du ministère du Brexit, en est une illustration. Intervenue le 18 décembre, elle a été une claque de plus pour Johnson après la perte, le 16, d'un fief historique des conservateurs lors d'une élection législative partielle.

Bien sûr, il est probable que tous ces gens-là prennent leurs distances d'avec Johnson au fur et à mesure que son crédit diminue dans l'opinion. Cela ne devrait pas surprendre le Premier ministre, qui lui-même a su surfer sur toutes les démagogues, y compris celle du Brexit, pour parvenir à son poste. Mais il faut souhaiter pour l'avenir que Johnson soit empêché de dormir par un autre genre d'ennuis, venant du camp d'en face, c'est-à-dire par des travailleurs décidés à se battre pour leurs intérêts de classe.

Thierry Hervé

Allemagne : Alstom veut supprimer 1 300 emplois



Les travailleurs d'Alstom - Görlitz rassemblés le 10 décembre.

Au mois de janvier 2021, Alstom a racheté la division ferroviaire allemande de Bombardier. Les carnets de commandes étant pleins, Alstom assurait que personne ne devait s'inquiéter, il y aurait « besoin de tout le monde ».

Moins d'un an plus tard, le groupe qui emploie 9 400 personnes en Allemagne annonce la suppression d'un emploi sur sept, soit 1 300. En réalité, les attaques étaient prévues dès le début. Le jour de l'annonce, le 10 décembre, toute l'équipe du matin et l'équipe en normale ont spontanément cessé le travail à l'usine de Görlitz, en Saxe. Dans cette seule usine, Alstom veut supprimer 400 emplois, presque la moitié. À 300, les ouvriers ont défilé dans les rues, disant aussi leur crainte que le groupe ne s'arrête pas là et prévienne en réalité de fermer leur usine. Dans la région, la fin de l'exploitation du lignite à ciel ouvert, prévue dans les prochaines années, fait déjà peser une lourde menace sur plusieurs milliers d'emplois.

Le groupe veut également supprimer des emplois dans d'autres usines, presque toujours celles situées dans l'ancienne Allemagne de l'Est, où le chômage et la pauvreté sont particulièrement élevés. Comble du cynisme, ces usines sont héritées de celles de construction ferroviaire de l'ancienne République démocratique allemande, reprises par Bombardier quelques années après la réunification, en 1998, quand tant d'autres avaient été purement et simplement liquidées. Quand, une vingtaine d'années plus tard, en 2016, Bombardier voulut supprimer brutalement plus de 2 000 postes, des manifestations massives eurent lieu, surtout justement à Görlitz, et Bombardier dut en partie remballer son plan.

Cinq années plus tard, il faudra une détermination au moins aussi grande pour faire reculer Alstom. Mais, pour les travailleurs d'Allemagne comme de France, c'est la voie à suivre pour sauver leur peau !

Alice Morgen

Bolloré-Aponte : L'impérialisme incarné

Pour 5,7 milliards d'euros, Bolloré vend sa filiale logistique en Afrique. Elle consiste en 42 ports, dont 16 terminaux à conteneurs, des lignes de chemin de fer, des entrepôts, des terminaux routiers, le personnel, les machines et les carnets d'adresses de ministres, potentats et groupes armés locaux, tous facilitateurs de bonnes affaires et de rapines fructueuses.

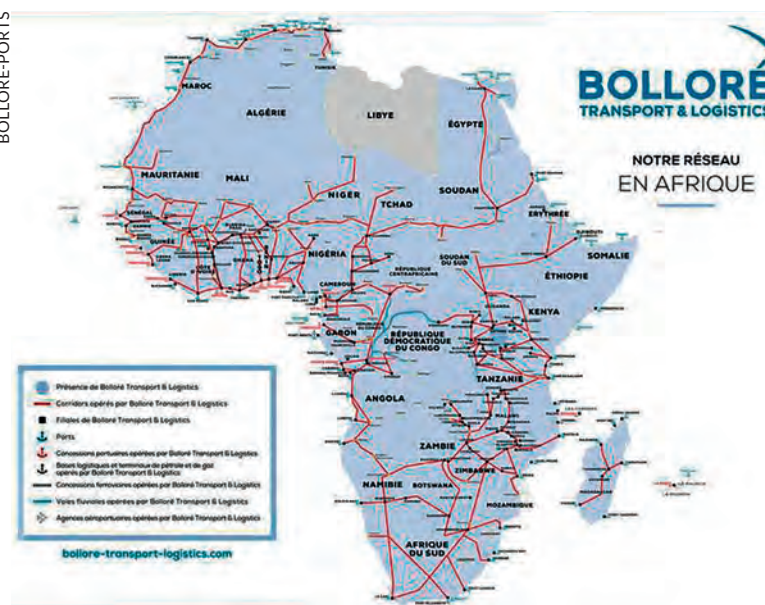
Les médias s'interrogent

sur les raisons de cette vente. Bolloré vieillissant voudrait-il faciliter l'héritage en vendant ses actifs ? L'opération témoignerait-elle d'un affaiblissement des intérêts français en Afrique ou d'une détérioration des liens entre l'État et Bolloré ? S'agirait-il tout simplement d'une bonne affaire à réaliser rapidement, puisque la vente est conclue pour deux fois le prix estimé il y a deux mois à peine ?

L'acquéreur est l'armateur suisse MSC, propriétaire de la famille Aponte et deuxième mondial de son secteur. Comme ses deux gros compères du transport par conteneur, Maersk et CMA-CGM, MSC a fait des profits colossaux cette année, suscitant puis encaissant le bénéfice d'un décuplement des tarifs du transport maritime. Du haut de leur nouvelle fortune, les armateurs se jettent sur les ports, achetant à coups de milliards le droit de faire passer leurs bateaux avant les autres le long de leurs propres quais, comme le dit tout crûment le propriétaire de MSC.

Bolloré et Aponte ont leurs raisons, qu'ils n'ont pas pour habitude de raconter au public. Il reste que les voies de communication essentielles de tout un continent passent des mains d'un vampire français à celles d'un cannibale italo-suisse sans que personne parmi le milliard et quelques d'Africains ait son mot à dire. Et pas non plus bien sûr les dizaines de milliers de prolétaires qui font fonctionner ce réseau.

Paul Galois



Chili: voter à gauche ne suffira pas

Le deuxième tour de l'élection présidentielle chilienne, qui opposait le 19 décembre le candidat d'extrême droite et défenseur de la dictature de Pinochet, José Antonio Kast, à Gabriel Boric, présenté comme « à gauche de la gauche », s'est terminé par la nette victoire de ce dernier.

Avec 4,6 millions de voix (56 % des votants) contre 3,6 millions (44 %), l'écart était suffisant pour que Kast reconnaisse sa défaite. Pendant la campagne, celui-ci a agité l'épouvantail communiste pour mobiliser la droite, qui a d'autant moins à redire contre la dictature de Pinochet que celle-ci a assuré la domination des possédants. Aux sujets abordés pendant la campagne, droit à l'avortement, mariage homosexuel, droits des femmes et des indigènes, dénonciation de la dictature, corruption de la classe politique, Kast a surtout répondu par le mensonge et la calomnie.

Le nouvel élu, Gabriel Boric, dirigeant des manifestations étudiantes de 2011 pour la gratuité de l'éducation, a soutenu la forte mobilisation sociale de 2019, qui a vu plus d'un million de personnes manifester dans les rues de Santiago le 25 octobre. Député depuis 2014, il a été élu avec le soutien d'un « front large » associant le Parti communiste, des écologistes et des personnalités de centre-gauche,

dont deux ex-présidents socialistes, Ricardo Lagos et Michelle Bachelet. Depuis 2020, il est l'un des participants de la rédaction d'une nouvelle Constitution devant remplacer le texte actuel, inchangé depuis la fin de la dictature en 1990.

Boric annonce une réforme fiscale pour faire participer les plus riches au financement de la santé, de l'éducation et des retraites avec la formule: « Plus de droits sociaux, tout en restant fiscalement responsables ». Il promet de lutter contre le réchauffement climatique, se déclare pour la légalisation de l'avortement et les droits des minorités indigènes. Tout cela, il prétend le faire à la façon des gouvernements sociaux-démocrates, dans le cadre du système capitaliste.

C'est déjà ce qu'avait prétendu faire Allende il y a un demi-siècle. Celui-ci avait même dit aux travailleurs qu'on pouvait faire confiance à l'armée, accordant des maroquins ministériels à des militaires qui devaient le renverser quelques semaines



Manifestation des partisans de Boric.

plus tard.

La dictature de Pinochet avait alors, non seulement mis un terme avec violence aux aspirations des classes populaires, mais déblayé le terrain pour imposer un capitalisme tout puissant, démantelant les industries d'État et privatisant les services publics, permettant ainsi à une poignée de possédants de spéculer avec l'argent de l'éducation, de la santé et des retraites. Grâce à cela se sont bâties des fortunes qui font aujourd'hui du Chili un des pays les plus inégalitaires: 1 % de la population

concentre 30 % des richesses, que ces possédants n'ont en aucune façon l'intention de partager.

Ces inégalités, fortes et visibles, ont amené l'explosion sociale d'octobre 2019. Le président-millionnaire d'alors, Piñera, avait tenté d'en sortir par une violente répression policière, puis en l'amenant sur la voie de garage de la rédaction d'une nouvelle Constitution et l'illusion que la loi pourrait protéger un peu mieux les classes populaires. C'est sur cette voie que s'engagea la coalition de gauche qui vient de remporter la

présidentielle, y compris le nouveau président.

Près de cinquante ans après Allende, les mêmes dangers continuent pourtant à peser sur les classes populaires chiliennes. Face à leurs aspirations à mieux vivre, elles trouvent une bourgeoisie prête à défendre bec et ongles ses privilèges, un appareil d'État et une armée prêts à se mettre à son service. Moins que jamais les travailleurs et les classes populaires ne peuvent se fier à ceux qui leur disent de faire confiance à ces institutions.

Jacques Fontenoy

Europe: le virus de la désunion

Le nouveau développement de la contamination plonge les États des pays riches, en particulier européens, dans la cacophonie. L'effolement l'emporte alors que les services de réanimation dans les hôpitaux se remplissent.

Le retard de vaccination dans le monde favorise l'apparition de nouveaux variants, mettant à mal les traitements et vaccins conçus pour combattre l'épidémie. Alors que l'OMS misait sur la livraison de deux milliards de doses avant fin 2022 aux pays pauvres, 560 millions de doses seulement ont été distribuées dans 144 pays. Dans certains, le taux de vaccination est toujours de 3%. La majorité des pays riches se sont opposés à la levée des brevets qui permettrait de développer la vaccination dans le monde entier. Et les fabricants de vaccins privilégient les États qui peuvent payer. Quant aux États européens, à

l'image de la France, ils n'ont même pas augmenté leur capacité hospitalière. C'est donc le retour à des mesures moyenâgeuses, adoptées qui plus est dans le plus grand désordre.

En Europe, chaque pays prend ses propres mesures plus ou moins en contradiction avec les règles communes adoptées. Ainsi, selon la destination, le passe sanitaire ne suffit plus pour voyager. L'Italie, la Grèce, le Portugal et l'Irlande demandent désormais un test négatif en plus du passe sanitaire européen.

La perplexité de la population s'accroît devant la multiplicité des mesures. Les Pays-Bas continuent, l'Irlande

impose un couvre-feu, le Danemark ferme certains lieux de convivialité. Le Portugal prolonge les vacances scolaires alors que les Pays-Bas

ont anticipé d'une semaine la fermeture des établissements. Chacun durcit le dispositif de contrainte anti-Covid à sa façon, comme si le

virus passait certaines frontières et pas d'autres.

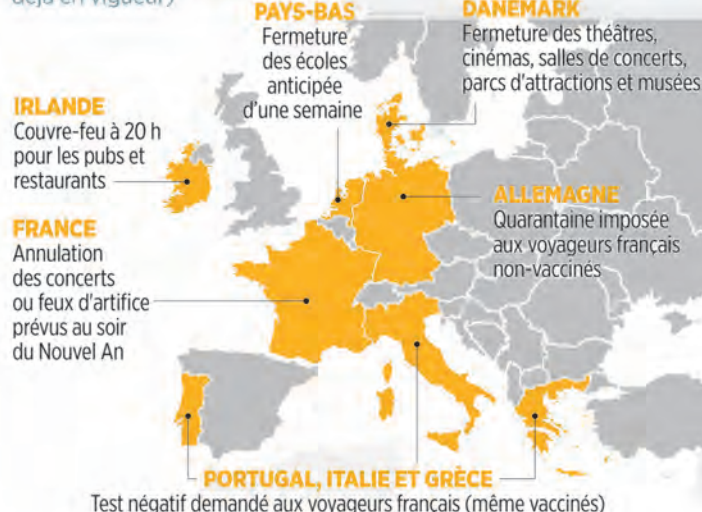
Ce désordre amplifie la méfiance, d'autant plus que bien des mesures répondent à des nécessités autres que sanitaires. Ce n'est pas seulement en France que la pandémie est utilisée politiquement par les gouvernements, qu'elle sert de moyen de pression sur les salariés ou au contraire que la complaisance vis-à-vis du patronat conduit à stopper les mesures anti-Covid à la porte des entreprises.

Les petits calculs politiques comme la volonté de contrôler la population l'emportent sur toute politique rationnelle pour lutter contre le coronavirus. De quoi fissurer une Union européenne qui, il est vrai, n'avait pas besoin de cela.

Inès Rabah

Covid-19: les pays qui serrent la vis en Europe

Nouvelles restrictions annoncées à l'approche des fêtes (en plus des mesures parfois déjà en vigueur)



LP/INFOGRAPHIE 18/12/2021

Fontaine-Pajot – La Rochelle : une grève qui compte

Commencée le 3 décembre à La Rochelle et Aigrefeuille, la grève chez le constructeur de bateaux de luxe Fontaine-Pajot a duré jusqu'au 15, mobilisant une grande partie du personnel en CDI sur les deux usines (qui comptent un peu plus de 800 travailleurs) et même quelques intérimaires et encadrants.

À La Rochelle, le noyau dur des grévistes, regroupé autour des braseros, prenait garde à ce que les initiatives et la reconduction du mouvement soient décidées ensemble chaque jour.

Lundi 13, un rassemblement organisé à La Rochelle regroupait plus de deux cents travailleurs de Fontaine-Pajot, combatifs et contents de se retrouver

nombreux, rejoints par des délégations d'entreprises environnantes, dont des travailleurs d'un autre site, celui de Dufour-Yachts. Un cortège a envahi les ateliers aux cris de « Pas contents ! on veut du salaire ! » La semaine précédente, en plein mouvement, la direction avait annoncé que la prime de décembre serait de 3500 à 3700 euros, espérant

ainsi dégonfler la mobilisation. Mais les grévistes, veulent du salaire et pas des primes qui, en plus, ne sont pas pour tous. Alors, même si la fatigue et les jours de grève commençaient à peser, la grève a été reconduite après cette journée enthousiasmante.

La production a été quasiment bloquée pendant neuf jours car les travailleurs restant dans les ateliers étaient principalement des intérimaires, qui ne pouvaient pas travailler seuls et voyaient le mouvement d'un bon œil, ainsi que des chefs pas vraiment en état de faire le travail.

La direction a lâché



un peu plus que ce qu'elle avait prévu, 55 centimes de l'heure brut au lieu de 38 centimes, soit 83 euros par mois. Pour les travailleurs, cela ne fait pas le compte, comparé à la revendication d'une augmentation de 1,20 euro de l'heure. Reste, comme le dit un gréviste, le contentement d'« avoir fait cracher un peu de pognon à ces gens méprisants ».

Pour beaucoup de jeunes et de moins jeunes, c'était la

première grève. Des liens se sont tissés et ils sont fiers d'avoir tenu tête près de dix jours à leur patron qu'ils ne croyaient pas aussi dur. D'ailleurs, le directeur, qui a réuni les travailleurs des deux sites après la reprise, n'a obtenu que de maigres applaudissements après son speech, les travailleurs de la production s'étant tous abstenus. Il est sûr qu'il faudra remettre ça, en encore mieux !

Correspondant LO

Servair – Roissy : les débrayages continuent

La semaine du 13 décembre, les débrayages se sont poursuivis chez Servair, qui fournit les plateaux-repas des avions.

La direction persiste dans son refus de se plier à une décision de justice qui lui impose de payer les salariés selon la convention collective du transport aérien, plus favorable.

Dans une lettre tract, la direction a accusé les syndicats de « faire miroiter aux salariés la possibilité de gagner de l'argent comme au loto », alors qu'ils ne font que réclamer leurs arriérés de salaire. Elle les accuse de « menacer les emplois de

l'ensemble des salariés », alors que c'est elle qui a fermé un des deux sites, entassant l'ensemble des salariés dans l'autre, dégradant les conditions de travail. À ces revendications se sont ajoutés les problèmes de l'année. Car, sous prétexte de Covid, l'essentiel du 13^e mois a été supprimé, de même que des jours de congé. Les salariés se sentent donc dans leur bon droit en ne voulant pas que des économies soient faites sur leur dos et ont

poursuivi l'action.

La police, très présente à l'aéroport, continue à aider la direction. Après avoir forcé les grévistes à évacuer leur cantine il y a quinze jours, deux gendarmes se sont invités vendredi 17 décembre au barbecue du soir pour demander aux participants d'éteindre le feu. Comme ils n'obéissaient pas, ils sont revenus à sept, certains armés jusqu'aux dents.

Depuis plusieurs années, les patrons font systématiquement appel à la police lors de conflits dans la zone aéroportuaire, avec la menace de suspendre le badge

qui permet d'y travailler. Cette année, sous couvert de mesures sanitaires, les manifestations et même les grèves ont été très encadrées à Roissy. L'été dernier, les salariés d'ADP, et notamment les pompiers qui connaissent bien leur aéroport, avaient réussi à se regrouper dans les aérogares, se rendant visibles et perturbant les départs. Mais ensuite la police les avait obligés à se réunir et à manifester dehors.

La récente grève de la sûreté, elle, s'est déroulée entièrement à l'extérieur, bien que les températures de novembre soient moins

clémentes. Pourtant, lors de la précédente grève, il y a dix ans, les assemblées et les défilés se déroulaient dans l'aérogare. Et aujourd'hui les grévistes de Servair ont été expulsés de leurs propres locaux et se font embêter, même sur leur parking.

D'un mouvement à l'autre, à chaque fois, des centaines de travailleurs relèvent la tête et retrouvent le chemin de la lutte. Le mécontentement est général dans la zone, sur les salaires comme sur les conditions de travail, et l'idée de lutter tous ensemble au même moment peut faire son chemin.

Correspondant LO

Iveco Bus – Annonay : en lutte pour le pouvoir d'achat

L'usine Iveco Bus d'Annonay, dans l'Ardèche, compte 1 300 ouvriers et appartient au groupe CNH Industrial (Fiat Industrie), et au portefeuille de la famille Agnelli, liée par ailleurs à PSA au sein du groupe Stellantis. Elle produit des bus pour les transports de nombreuses villes d'Europe.



Depuis des mois, les périodes de chômage partiel imposé alternent avec les cadences accélérées, les licenciements, les mutations forcées.

Ces dernières semaines, les travailleurs parlaient entre eux du problème des hausses de prix, surtout ceux de l'essence et du chauffage. Dans plusieurs usines de la région, des grèves ont permis d'obtenir de meilleurs salaires ou des primes pouvant aller jusqu'à 1000 euros. Cela a motivé ceux d'Iveco pour réagir lorsque la direction a refusé toute augmentation de salaire ou versement de prime.

Mardi 14 décembre, à l'initiative de militants de la CGT, des centaines d'entre eux se sont mis en grève complète ou partielle, arrêtant la production. Près de 200 grévistes se sont rassemblés pour discuter et voter la revendication principale : une prime de 2000 euros. Parmi eux, 80 sont montés le dire dans les bureaux de la direction.

Alors que l'usine doit fermer pour trois semaines à partir de Noël, le patron a menacé d'imposer des journées travaillées le 24 décembre ou entre Noël et jour de l'An si la grève se poursuivait. Ce chantage n'a pas pris, puisque la mobilisation

des grévistes a continué durant toute la semaine, deux ou trois bus sortant des lignes chaque jour au lieu de huit. Vendredi 17, une cinquantaine de travailleurs se sont à nouveau rassemblés en présence de la presse.

Face à un mouvement qui se poursuit, la direction de l'usine a finalement renoncé à imposer des journées de travail supplémentaires. Par contre, elle n'a encore rien lâché sur les salaires et les primes. Comme le résumait un ouvrier, « Cette grève, c'est la lutte de classe ». Face à une direction intransigeante, les grévistes ont relevé le défi.

Correspondant LO

Arkema : la colère éclate

Depuis le 9 décembre, jour des négociations salariales (NAO), les treize sites de production d'Arkema sont en grève reconductible.

En effet, la direction n'a proposé qu'une augmentation de 1,7% (avec talon de 50 euros), moins que l'inflation officielle et donc largement en dessous de l'inflation réelle.

Sur le site de Pierre-Bénite, en banlieue lyonnaise, la grève touche tous les salariés : postés en production, techniciens de laboratoires, et même des cadres, qui font quelques heures de grève ou expriment leur solidarité

avec les grévistes. Même l'annonce de la rupture des négociations des NAO par la direction n'a pas entamé le moral des grévistes.

Les travailleurs ne voient pas pourquoi ils devraient faire les frais de l'envolée du coût de la vie. D'autant plus que l'année 2021 est une année record pour Arkema, avec un milliard d'euros de bénéfices et 300 millions d'euros qui ont servi à racheter des actions pour faire



À Pierre-Bénite.

remonter artificiellement leur cours. Cerise sur le gâteau : juste avant les NAO, Arkema a dépensé 5 millions d'euros pour changer son logo ! Alors sa radinerie pour augmenter les salaires ne passe pas.

Devant la détermination des travailleurs, la direction a rouvert les négociations lundi 20 décembre... pour annoncer 20 euros supplémentaires. C'est encore loin du compte, mais un premier recul. L'assemblée générale

du 21 décembre devrait décider de la poursuite ou non du mouvement de grève. Celui-ci en tout cas a déjà été un succès en réunissant, sur tous les sites, travailleurs postés et journaliers.

Correspondant LO

Usine d'Arc : en lutte pour les salaires

Mardi 14 décembre, à l'appel d'une intersyndicale (CGC, CFDT, UNSA, CGT, SUD), plusieurs centaines de travailleurs de l'usine d'Arc, dans le Pas-de-Calais, se sont rassemblés devant les bureaux pour revendiquer une augmentation de salaire.

À l'issue de la réunion des négociations annuelles obligatoires (NAO), quatre syndicats, à l'exception de SUD, avaient accepté 1% d'augmentation des salaires pour janvier et 1% pour... juillet.

Dès l'après-midi, les salariés exprimaient leur colère vis-à-vis de ce 1%, qu'ils considéraient comme des miettes, et des syndicats qui avaient signé. Dans la nuit du 14 au 15, dans différents secteurs, des travailleurs se sont mis d'accord pour débrayer deux heures avant la fin de leur poste.

À 3 heures du matin, ils ont arrêté de travailler et se sont retrouvés devant l'usine pour dire non à l'accord signé et revendiquer de réelles augmentations.

Et depuis, deux heures avant la fin de chaque poste, à 3 heures, 11 heures et 19 heures, des dizaines de travailleurs débrayent et se retrouvent à l'entrée de l'usine.

Malgré les pressions des chefs, qui disent que cela ne sert à rien puisque l'accord a été signé, ces travailleurs expriment clairement leur mécontentement et leur volonté de pouvoir vivre dignement de leur salaire. Pour l'immense majorité, « 1% de rien, c'est rien ».

Ceux qui s'organisent, débrayent ensemble et se retrouvent devant l'usine ont raison. Les actionnaires millionnaires ont les moyens de payer de réelles augmentations de salaire !

Correspondant LO

Novartis – Huningue : quatre jours de grève

À l'appel des syndicats CGT, CFDT et FO, plusieurs dizaines de travailleuses et de travailleurs (sur un effectif de 750) du Biotech Novartis à Huningue, dans le Haut-Rhin, ont fait grève du mardi 14 décembre au vendredi 17.

Les grévistes revendiquaient notamment une enveloppe d'augmentation qui soit supérieure à l'inflation : 3,5% avec un minimum de 80 euros pour tous. La direction avait clos les discussions sur les salaires avec une enveloppe de 2,45%.

Il faut dire que la production n'a jamais été aussi élevée. La direction pensait s'en tirer avec un goûter en guise de remerciement : deux mandarines, un mini kougelhoppf et un jus d'orange. Elle en a été pour ses frais.

Plus que les salaires, c'est la dégradation des conditions de travail ces

dernières années qui alimente le mécontentement. En production, il faut parfois passer plusieurs heures à chercher une simple paire de ciseaux, le matériel d'analyse est souvent indisponible, les monte-charges tombent en panne, etc. La sécurité aussi laisse à désirer, comme sur la nouvelle ligne de production où des platines en acier de plusieurs centaines de grammes menaçaient de tomber du plafond. La seule mesure prise alors avait été l'obligation du port du casque pendant plusieurs mois dans les zones de production concernées ! Et puis,

de plus en plus de travailleuses et de travailleurs, au bout du rouleau, le signalent à la médecine du travail.

Il y a trois ans déjà, deux débrayages avaient eu lieu pour les mêmes raisons. Beaucoup estiment que la situation s'est encore dégradée depuis, malgré les promesses de la direction. Cette fois, la grève a duré quatre jours, et c'est une première. Des liens se sont tissés entre grévistes et avec celles et ceux qui se reconnaissent dans ce mouvement. Si la direction n'a pas cédé aux revendications salariales, elle a dû prendre en compte celles qui concernent les conditions de travail.

Correspondant LO

Keolis Daniel Meyer – Montlhéry : face à la répression patronale !

Le 20 décembre un rassemblement s'est tenu devant le dépôt de bus Keolis Meyer, à Montlhéry, dans l'Essonne.

La direction y tenait une séance de CSE avec vote des procédures de licenciement de quatre délégués, trois de FO et un de la CFTC. Elle a déjà licencié un délégué CFDT avec l'accord du ministère du Travail.

La direction reproche à trois délégués aux conditions de travail (CSSCT) un contrôle de l'état des bus qui, selon elle, aurait fait perdre des tours sur ligne. Le quatrième est accusé fallacieusement d'avoir

bloqué la sortie des bus lors d'une grève le 18 novembre. Les conducteurs ont dénoncé les bus qui roulent avec des voyants d'avarie, l'absence de toilettes en bout de ligne et une direction qui se venge de l'action des militants intervenus pour mettre en place des protections au début de l'épidémie de Covid.

Chacun sait que cette répression patronale vise à imposer aux conducteurs de nouveaux reculs liés aux appels d'offres lancés pour l'exploitation des lignes. On est loin de la pseudo-acalmie qu'Île-de-France Mobilités et sa présidente Valérie Pécresse ont annoncée à ce propos. Le patronat veut imposer des conditions d'exploitation

encore pires.

Des conducteurs de bus de Keolis Versailles, du CEAT Keolis, de la RATP, de Transdev Chelles, des Cars d'Orsay sont venus en soutien, l'indignation monte face à ce patronat qui maltraite ceux qui lui rapportent des profits et elle pourrait gagner tous les dépôts de bus.

Correspondant LO

Bus RATP Paris-Est : un coup de semonce réussi !

Vendredi 17 décembre, à la RATP, la grève au centre Bus Paris-Est contre le sous-effectif et la dégradation des conditions de travail a été un vrai succès.

Le centre comprend deux dépôts. À Lagny, situé dans le 20^e arrondissement à Paris, il y a eu 50 grévistes. Aux Lilas, la grève a même été massive, avec plus de 170 grévistes. Quatre lignes étaient même totalement à l'arrêt, tandis que les autres ne tournaient qu'à 30 ou 40 %.

Depuis des semaines, le mécontentement couvait. Le sous-effectif croissant fait qu'il y a de moins de bus sur ligne et qu'ils sont donc plus en plus bondés. Pour les conducteurs cela

rallonge la durée de trajet et le temps de travail de parfois plus d'une heure. Ils doivent en plus faire face à la colère des usagers qui subissent des attentes interminables. Jeudi 9 décembre à Mairie de Montrouil, des jets de bouteille ont même visé le terminus et les conducteurs ont eu des discussions tendues avec des voyageurs.

Cela a été le déclencheur de la colère. C'est ce qui a poussé les syndicats à appeler à la journée du 17 décembre. En quelques jours,



le nombre de ceux qui se déclaraient grévistes a augmenté en flèche. Le mouvement a aussi reçu le soutien de nombreux régulateurs qui, avec le manque croissant de conducteurs, ont de plus en plus de mal à gérer les lignes.

Le piquet de grève des Lilas a compté près de 100 grévistes. Cela n'était pas arrivé depuis très longtemps. C'était l'occasion de parler de tout ce qui ne va pas : le sous-effectif, la multiplication des sanctions, la difficulté de poser des congés, et le suicide d'un conducteur quelques jours plus tôt. Sans oublier les salaires qui sont gelés depuis des années alors que

les prix flambent et que les nouveaux embauchés sont tous en CDD.

Lors des prises de parole, des conducteurs de Montrouge et de Croix Nivert ont dit qu'ils doivent faire face aux mêmes problèmes dans leur dépôt. C'est depuis des années une politique générale de la direction de la RATP, de la région Ile-de-France et de l'État de ne pas embaucher suffisamment afin de faire toujours des économies. Mais cela s'est aggravé dernièrement, la RATP a diminué encore les embauches : elle anticipe la suppression de plus de 2000 postes en augmentant le temps de travail et en supprimant

des repos à partir de juillet 2022.

Dès la fin de matinée, la direction du centre a fait quelques promesses de changement, mais sans parler du problème de fond, les embauches. Nombre de grévistes ont le sentiment que si rien ne change dans les semaines qui viennent, il faudra taper une nouvelle fois du poing sur la table. Ils ont la conviction que le succès de cette journée pourra encourager les travailleurs de Paris-Est qui n'étaient pas en grève à les rejoindre, ainsi que ceux des autres dépôts, à entrer eux aussi dans la lutte.

Correspondant LO

RATP métro ligne 13 : grève pour les conditions de travail

Le 17 décembre sur la ligne de métro 13, des conducteurs en colère ont fait grève contre la dégradation des conditions de travail.

Pour pallier le manque de personnel, la direction bricole. En semaine, le nombre de tours prévus n'est pas effectué à cause du manque d'effectifs. Dans le souci d'atteindre ses objectifs comptables, elle fait rattraper les tours manquants en ajoutant des trains supplémentaires le week-end. Cela

a pour effet de diminuer les temps de battement et les conducteurs doivent repartir sitôt arrivés. Cela s'ajoute à d'autres problèmes : vétusté des installations et du matériel roulant, pannes à répétitions, retards.

Face à tous ces problèmes, et au mépris de la direction, quelques conducteurs ont

écrit eux-mêmes un tract, sans étiquette syndicale, dénonçant cette politique et appelant à la grève. La direction de la ligne, rendue nerveuse, a fait comme si elle ne comprenait pas les motivations des grévistes.

Voyant le nombre d'intentions de grève augmenter, la direction a tenté d'impressionner des conducteurs non titulaires en les menaçant de les redéployer ailleurs sur le réseau

s'ils étaient grévistes. Peine perdue.

L'appel a eu un certain succès puisque près de 80 grévistes ont participé au mouvement. Certains ont débrayé pendant 59 minutes, d'autres une demi-journée et d'autres encore toute une journée. Cela a désorganisé le trafic et, à certains moments, il y a eu 9 minutes d'intervalle entre les rames. Sur une ligne bondée comme la 13, cela ne

pardonne pas.

Pour l'instant, la direction a fait dire à son encadrement qu'elle n'avait pas d'interlocuteurs puisque le mouvement n'avait pas été appelé par un syndicat et qu'elle ne pouvait donc rien faire. Mais les grévistes ont marqué des points, et parlent de recommencer le 24 décembre, à plus nombreux.

Correspondant LO

Moulins : quatre jours de grève des bus

Les salariés d'Aléo (groupe Keolis) ont fait grève quatre jours, du 15 au 18 décembre, sur le réseau de bus de l'agglomération de Moulins dans l'Allier.

Il y a eu aussi grève sur le réseau Keolis de Cusset-Vichy et sur celui de Cournon dans le Puy-de-Dôme.

À Moulins, la grève a été massive, avec 99% de grévistes. Depuis septembre 2019, Keolis a obtenu la gestion du réseau et les problèmes se sont multipliés. On a vu d'abord un mouvement des usagers protestant contre la fermeture de lignes et la suppression d'arrêts, mais aussi contre des bus inadaptés, en particulier pour les personnes à mobilité réduite. Malgré les pétitions, les manifestations, les interpellations des élus de la communauté

d'agglomération, rien n'a bougé.

Pour les salariés du réseau de bus d'Aléo, la direction de Keolis n'a jamais répondu aux revendications. Alors que les salariés avaient travaillé pendant la pandémie, ils n'ont pas eu de prime Covid mais des pertes de salaire avec le chômage partiel. Pour tous les problèmes de salaires, de suppression de prime pour ceux qui font le TAD (transport à la demande), la réponse de la direction a toujours été : rien.

Quant aux conditions de travail, le problème principal est l'amplitude des

journées. Commencer tôt le matin et finir tard le soir avec une coupure au milieu, il y en a assez. Cela use et beaucoup de travailleurs ont des problèmes de dos, d'épaules, de cervicales, etc.

Chez tous les salariés, les arrêts maladie, les incapacités, les burn-out se multiplient. Il n'y a même pas d'abri où faire le plein de gas-oil et par temps de pluie, il faut se tremper. Et à chaque fois que les salariés vont voir la direction pour tenter d'améliorer les choses, la réponse est toujours non !

Les quatre jours de grève ont donc été les bienvenus pour se faire entendre. Les travailleurs se sont réunis chaque jour et ont discuté



ensemble de l'action.

Une délégation à la communauté d'agglomération n'a pu rencontrer que les services techniques, pas au courant des problèmes. Les élus sont toujours absents.

Finalement, la grève a permis d'obtenir un rendez-vous de négociations le 23 décembre, pour

lesquelles une délégation de quatre travailleurs a été élue. Des négociations auront lieu aussi à Cusset et Cournon.

Si la grève a débloqué un peu les choses, rien n'est réglé et il faudra peut-être remettre ça dans les semaines qui viennent.

Correspondant LO

Carrefour: "Bompard, arrête tes bobards!"

Tel est le slogan qu'affichait sur une pancarte une salariée en grève d'un supermarché de quartier à Paris vendredi 17 décembre. Elle répondait, comme d'autres travailleurs du groupe Carrefour, dirigé par Alexandre Bompard, à l'appel lancé par la CGT à cesser le travail du 18 au 23 décembre.

La dégradation continue des conditions de travail est en cause, avec l'augmentation des amplitudes horaires, l'ouverture les dimanches, les départs non remplacés et la polyvalence bouche-trou. Les grévistes revendiquent aussi une augmentation de salaire de 300 euros par mois pour tous.

Quatre cents millions d'euros ont été distribués aux actionnaires en 2021 et le patron vient d'annoncer 1 % d'augmentation des salaires de décembre, alors que l'Insee affiche une hausse des prix de 2,8% sur un an, largement en dessous de la réalité.

À ces pertes de pouvoir d'achat s'ajoute la politique accélérée de mise en location-gérance de nombreux magasins prétendument non rentables. Il s'agit en fait d'un tour de passe-passe pour baisser les salaires des travailleurs, plus de 6000 au total. Ainsi, entre 2018 et 2021, 184 magasins, 32 hypermarchés et 152 Carrefour Market ont changé officiellement

de propriétaire. Et, en 2022, 16 hypers et 27 Market devraient suivre.

Le locataire gérant est un intermédiaire qui, à la tête de sa propre société de gestion, devient le locataire du groupe Carrefour, propriétaire des murs et fournisseur exclusif de l'ensemble des produits vendus. Le groupe fait ainsi sa marge sans avoir à assurer les coûts de fonctionnement du magasin, et surtout les salaires des employés.

La conséquence immédiate et scandaleuse pour les travailleurs est qu'ils perdent les primes, la mutuelle, les tickets-restaurants et tous les droits se rattachant à la convention



Échirolles, le 11 décembre.

collective. Soit, au total, sur une année de salaire, près de 2300 euros en moins!

Une telle attaque ne passe pas sans susciter des mobilisations et des grèves parmi les travailleurs concernés. Le 28 novembre, les travailleurs de l'hypermarché de Vitrolles (500 salariés) se sont mis en grève à l'annonce de leur passage en location-gérance. Des

mouvements ont également touché bien d'autres magasins dans le pays.

Chaque fois, c'est la même colère face à un patron qui aggrave les conditions de travail, bloque les salaires dans tous les magasins et ampute brutalement les salaires de milliers de travailleurs avec le passage en location-gérance.

Philippe Logier

Carrefour - Échirolles: grève chez Derichebourg

Samedi 11 décembre, des salariés de Derichebourg qui nettoient l'hypermarché Carrefour à Échirolles, dans la banlieue de Grenoble, étaient en grève toute la journée. Depuis des mois, ils alertaient la direction.

Les conditions de travail sont déplorables: agence locale fermée, aucun interlocuteur au téléphone pour les réclamations, pas de chef d'équipe pour organiser le travail et donner des

produits, manque de matériel et de vêtements de travail, non-paiement des heures complémentaires, des compléments maladie ou accident du travail... Ces salariés qui ont travaillé sans arrêt pendant toute la durée de la pandémie, au début sans aucune protection, n'ont même pas eu droit à la prime Covid qu'ont eue ceux de Carrefour.

Cette grève a eu le mérite de déboucher les oreilles de

Derichebourg, qui a dépêché sur place le jeudi suivant un directeur venu de Paris. Les grévistes ont obtenu satisfaction pour toutes leurs revendications, et un poste supplémentaire de coéquipier pour le travailleur qui ramasse quotidiennement dans l'agglomération les chariots volés. Ce dernier, qui avait été racketté de 100 euros par des voyous qui l'avaient bloqué avec son fourgon dans une cité, a

même obtenu le remboursement de cette « rançon » par Derichebourg qui refusait jusque-là de payer.

La direction de Carrefour, elle, a fait intervenir... la police. Une brigade spécialisée de terrain (BST) en tenue renforcée, lanceur LBD à la main, est venue contrôler le piquet de grève tôt le matin, puis faire pression sur les grévistes qui buvaient un café dans un bar, leur rappelant qu'ils n'avaient pas le

droit de manifester ni même de se rassembler puisqu'aucune demande n'avait été faite en préfecture.

Ces intimidations n'ont pas empêché le rassemblement des grévistes devant l'entrée de Carrefour gardée par la BST... au nom de la loi!

Ce jour-là, la loi, ce sont les travailleurs qui l'ont imposée à Derichebourg et à Carrefour,

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal décembre 2021.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, pré-

nom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser

un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
Destination			
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org
Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

SNCF – TGV Sud-Est: un préavis de grève levé à grande vitesse

Face au caractère massif de la grève qui se préparait sur l'axe TGV Sud-Est pour le week-end du 17 au 19 décembre, la direction de la SNCF a lâché une prime aux conducteurs et contrôleurs de ce réseau et les syndicats ont alors levé leur préavis. Mais ils n'ont pas demandé leur avis aux grévistes.

À l'annonce de cette grève, le directeur de SNCF-Voyageurs, Christophe Fanichet, déclarait: « C'est scandaleux au moment où les Français ont le plus besoin de nous pour se déplacer. »

Mais le scandale, c'est bien que la SNCF comme tous les patrons refusent d'augmenter les salaires alors que les prix flambent. Pour la 8^e année consécutive, le point d'indice qui sert au calcul du salaire des cheminots est gelé. De plus, la SNCF supprime, sous prétexte de Covid, bon nombre de trains. Or la rémunération de nombreux roulants dépend justement de celui-ci. La CGT

a ainsi calculé que la perte mensuelle de salaire d'un conducteur équivaut en ce moment à 200 euros.

Dans tous les secteurs de la SNCF, le mécontentement monte. À la faiblesse des salaires s'ajoute la dégradation des conditions de travail et des roulements. Rien que la semaine du 12 au 19 décembre, courraient au moins une quarantaine de préavis locaux ou régionaux.

Ainsi chez les conducteurs TER à Lyon-Perrache et Saint-Étienne, lundi 12 décembre, la grève était déjà suivie de 60 à 100 % selon les lignes. Sur Paris Sud-Est, la grève des conducteurs de banlieue

était suivie à plus de 90 % jeudi 16 décembre. Dans plusieurs cas, ce sont des jeunes qui sont particulièrement mobilisés, eux à qui la direction a fait miroiter, en échange de la perte du statut de cheminot à l'embauche, des compensations salariales... inexistantes.

Sur le TGV Sud-Est, la grève appelée par la CGT, SUD-Rail et l'UNSA à partir du 17 décembre s'annonçait elle aussi comme un succès. Dès lundi 12, plus de 90 % des conducteurs à Paris comme à Lyon avaient déclaré leur intention d'être grévistes le week-end suivant. Le tintamarre dans les médias montrait que la grève inquiétait en haut lieu et suscitait des discussions y compris dans d'autres secteurs.

La direction de la SNCF choisit alors de lâcher l'augmentation d'une prime de travail de 20 %

pour les derniers mois de l'année, ce qui correspond à 600 euros pour les conducteurs et 300 euros pour les contrôleurs de l'axe TGV Sud-Est et uniquement pour ceux-ci.

La direction, après avoir lanterné pendant des semaines, exigeait la levée immédiate du préavis, ce que l'UNSA faisait dès le mercredi, suivie par la CGT et SUD-Rail le lendemain, à quelques minutes du démarrage de la grève. Les directions syndicales mettaient en avant leur esprit de « responsabilité ». Mais responsabilité vis-à-vis de qui?

Bon nombre de cheminots n'ont appris la levée du préavis que par les médias ou par WhatsApp et ignoraient même ce que la direction avait lâché. Il n'est pas venu à l'idée des directions syndicales de demander leur avis aux premiers

concernés, ceux qui s'apprétaient à faire grève. Si, par exemple à Lyon, certains militants tentaient le lendemain de se justifier en assemblée en disant « Si les camarades ont levé le préavis, c'est qu'ils ont leurs raisons », quelques autres exprimaient leur amertume devant ces méthodes bureaucratiques.

Ces mouvements qui éclatent de façon dispersée à la SNCF comme dans nombre d'entreprises privées ou publiques vont-ils se généraliser? Seul un véritable mouvement d'ensemble pourrait imposer l'augmentation générale des salaires et leur indexation sur les prix. Mais il serait alors vital que les grévistes, syndiqués ou non, puissent le diriger démocratiquement sans s'en laisser déposséder.

Christian Bernac

Élection présidentielle 2022



"Le monde du travail doit être politiquement visible"

À Saint-Brieuc et à Lorient en Bretagne, puis à Beauvais en Picardie, Nathalie Arthaud a poursuivi ses rencontres avec les militants et sympathisants dans le cadre de sa campagne pour l'élection présidentielle.



À Saint-Brieuc, le 16 décembre.

Plusieurs ont rapporté des réactions de travailleurs autour d'eux, parmi des ouvriers de l'abattoir de Lamballe, des salariées d'un Ehpad qui envisagent de faire grève pour la première fois de leur vie, ou encore à la SNCF, des mouvements

qui rappellent que les travailleurs peuvent passer rapidement de la résignation à la colère. Dès aujourd'hui, il faut faire entendre les intérêts du camp des travailleurs sur un terrain politique, et c'est le but de la candidature de Nathalie.

Pour faire connaître cette candidature, on ne peut pas compter sur les médias, plus intéressés par les querelles politiciennes entre les candidats des partis bourgeois. « On ne verra le camp des travailleurs dans les médias que lorsque les travailleurs seront dans la rue », a rappelé Nathalie suite à des questions sur sa faible apparition médiatique. Si le déclenchement des luttes nécessaires ne dépend pas des militants, « ce qui dépend de nous est de trouver ceux qui partagent notre inquiétude, et de les convaincre ». Ceux-ci existent, comme l'ont dit plusieurs camarades en constatant combien une partie de la jeunesse est sensible aux problèmes du racisme, du climat, à la montée de l'extrême droite. Il faut partir des préoccupations des jeunes, mais il ne suffit pas de leur dire qu'ils ont raison

d'être inquiets, a dit Nathalie: il faut les convaincre que seule la classe des travailleurs peut changer la société, que la classe ouvrière est le seul levier possible pour mettre fin aux ravages du capitalisme dans tous les domaines.

Mais pourquoi Nathalie répond-elle souvent aux journalistes qu'elle ne cherche pas à être élue présidente? Est-ce qu'elle ne veut pas le pouvoir, lui a demandé une participante? C'est tout le contraire: « Nous ne visons pas l'Élysée, car nous ne voulons pas l'ombre du pouvoir, nous sommes bien plus ambitieux que cela: nous voulons le pouvoir réel! », a-t-elle répondu. Actuellement ce ne sont pas vraiment les gouvernements qui dirigent la société, mais les capitalistes auxquels ils obéissent. Alors il faut se battre pour que les travailleurs s'emparent du pouvoir réel.

Réunions publiques

Dieppe

Judi 6 janvier, 18 heures
Salle annexe de la mairie

Charleville-Mézières

Samedi 8 janvier, 16 heures
Salle Arc-en-Ciel

Troyes

Mercredi 12 janvier, 19 heures
Hôtel du Petit Louvre

Poitiers

Vendredi 14 janvier, 20 heures
Salle Timbaud

Limoges

Samedi 15 janvier, 16 heures
Salle Jean-Pierre-Timbaud

Fête de Fourmies

Dimanche 16 janvier, à partir de 11 heures
Espace Mandela